

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 18 février 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°575 ■

RAMADAN 2025

Assurer l'abondance des produits agricoles à prix maîtrisés

À l'approche du mois sacré de Ramadan, la question de l'approvisionnement alimentaire devient cruciale, tant pour les consommateurs que pour les autorités publiques. Dans ce cadre, Messaoud Bendridi, directeur des productions agricoles au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a rassuré la population algérienne en détaillant les mesures prises par le gouvernement pour garantir la disponibilité des produits agricoles et alimentaires à des prix raisonnables. P 3



AVEC SES HOMOLOGUES TUNISIENS ET PORTUGAIS

Brahim Merad discute des moyens de renforcer la coopération P 2

PROMOTION DES START-UP EN ALGÉRIE

Lancement d'un groupe de réflexion avec les membres de la communauté nationale à l'étranger P 4

TASSILI AIRLINES

La compagnie lance l'offre «Hilal» à des prix compétitifs sur ses vols internationaux P 2

MAEP

Les dirigeants africains félicitent le président de la République pour le succès "exceptionnel" du Mécanisme sous sa direction

P 16

ALGÉRIE-UE

2025, une année clé pour repenser la coopération



Dans un monde en perpétuelle évolution, l'Algérie, en quête de diversification économique et industrielle, semble prête à redéfinir sa relation avec l'Union européenne (UE) sur des bases nouvelles et équilibrées.

P 5

EN 2024

Sonelgaz réalise un chiffre record de plus de 268 millions d'euros en matière d'exportation

Le Groupe Sonelgaz a réalisé en 2024 un chiffre record en matière d'exportation, avec des recettes globales dépassant 268 millions d'euros, indique dimanche un communiqué du Groupe public.

P 4

EN BAISSÉ DE 3% PAR RAPPORT À 2023

La CAAR enregistre un chiffre d'affaires de 15.3 milliards DA en 2024



Un chiffre d'affaires de 15.3 milliards de dinars a été enregistré par la CAAR en 2024. Affirmé par son DG, Hacene Ouberrane, ce chiffre représente une baisse de 3% par rapport à 2023.

P 5

TASSILI AIRLINES
La compagnie lance l'offre "Hilal" à des prix compétitifs sur ses vols internationaux

La compagnie nationale Tassili Airlines a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement d'offres de voyage exceptionnelles sur toutes ses lignes internationales, dans le cadre de l'offre "Hilal", et ce à des prix à partir de 199 euros ou 22.900 dinars algériens. L'offre comprend une période de réservation allant du 1er février au 5 avril 2025 et une période de voyage du 22 février au 10 avril 2025, ajoute la même source, soulignant que les voyageurs bénéficieront de 10 kg de bagages à main (cabine) et de 30 kg de bagages enregistrés (jusqu'à deux pièces).

ACCIDENTS DE LA ROUTE
Un mort et 199 blessés en 24 heures

Une personne est décédée et 199 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique lundi un bilan de la Protection civile. L'accident mortel s'est produit dans la wilaya d'Alger suite à une collision entre un véhicule léger et une motocyclette à hauteur de la station-service de Bourouba, dans la daïra d'El Harrach, précise la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile sont intervenues pour le sauvetage d'une famille composée de 4 personnes, intoxiquées par le monoxyde de carbone à l'intérieur de leur domicile dans la commune Bordj El Kiffan, déplorant toutefois le décès de deux personnes, une femme de 47 ans et un enfant de 8 ans, ajoute la même source. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas de Bejaia, Oran, Médéa, Sétif et Constantine, ayant causé des brûlures à 3 personnes et des gênes et difficultés respiratoires à 6 autres personnes. Le bilan de la Protection civile fait état en outre d'une explosion causée par une fuite de gaz dans un fastfood au centre-ville de Batna, causant des brûlures à une personne.

AVEC SES HOMOLOGUES TUNISIENS ET PORTUGAIS
Brahim Merad discute des moyens de renforcer la coopération

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a rencontré à Tunis ses homologues tunisien et portugais, en marge des travaux de la 42e session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur (CMAI), indique un communiqué du ministère.

Lors de son entretien avec le ministre tunisien de l'Intérieur, M. Khaled Nouri, les deux ministres ont salué la coopération bilatérale dans le secteur de l'Intérieur, en particulier la remarquable dynamique des activités de l'année écoulée dans les domaines de la coordination sécuritaire et de la lutte contre le crime transfrontalier. Ils ont également mis en avant l'efficacité de leur action conjointe pour le développement des zones frontalières, réaffirmant leur détermination à poursuivre cette collaboration, conformément à la volonté politique des présidents des deux pays frères. Par ailleurs, M. Merad a rencontré Mme Margarida Blasco, ministre de l'Intérieur du Portugal, qui a assisté aux travaux du CMAI en qualité d'invitée de la 42e session.



ALGERIA BID ROUND 2024
Prorogation du délai de dépôt des offres au 17 juin

Le délai de dépôt des offres dans le cadre de l'appel à concurrence 2024 "Algeria Bid Round 2024" a été prorogé au 17 juin, a annoncé lundi l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) dans un communiqué. "Alnaft informe les candidats intéressés que le délai de dépôt des offres dans le cadre de l'appel à concurrence 2024, Algeria Bid Round 2024, initialement fixé

au 15 avril 2025, est reporté au 17 juin 2025", est-il indiqué dans le communiqué. L'agence explique cette décision par le besoin d'"accorder aux compagnies pétrolières participant à l'Algeria Bid Round 2024 un délai raisonnable pour l'examen des données, qui leur ont été complétées". Elle vise également à "permettre la participation des compagnies pétrolières ayant manifesté tardivement leur intérêt, permettre à

Alnaft de promouvoir davantage l'Algeria Bid Round 2024 et d'attirer d'autres candidats, et assurer ainsi des conditions optimales pour la réussite de cet appel à concurrence". Pour rappel, cet appel pour l'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz, propose six zones d'exploration: "EL M'zaid El Kebir" dans les wilayas de Ouargla, Ghardaïa et El Ménéa, "Ahara" (wilaya d'Illizi), "Reggane" (wilaya d'Adrar), "Zerafa" (wi-

layas d'Adrar et d'In Salah), "Toual" (wilayas d'Ouargla et Illizi) et "Guern EL Guessa" (wilayas de Béchar, Béné Abbès, El Bayadh et Timimoun). Les projets en question permettront à l'Algérie de renforcer ses capacités de renouvellement des réserves et d'augmenter sa production à court et moyen terme, ce qui permettra de renforcer son rôle important dans l'approvisionnement des marchés énergétiques mondiaux.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES
Possibilité d'ouvrir un compte directement sur l'Application mobile «Retraite Dz»

La Caisse nationale des retraites (CNR) a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement d'un nouveau service permettant aux retraités d'ouvrir un compte sur l'application mobile "Retraite Dz". "Dans le cadre de la simplification des démarches administratives, et l'amélioration de l'expérience utilisateur, les retraités peuvent désormais, ouvrir directement un compte à partir de l'application mobile +Retraite Dz+, suivant des étapes simples, sans avoir à passer par le numéro vert 3011, ou à se déplacer à

l'agence locale", précise le communiqué. Pour ouvrir un compte, le retraité doit d'abord "télécharger la dernière version de l'application mobile "Retraite Dz" depuis PlayStore, puis introduire les coordonnées du retraité, dont le numéro de pension, la date de naissance, l'agence locale d'affiliation, et le numéro de téléphone". Après avoir introduit les renseignements nécessaires, l'utilisateur peut facilement poursuivre les étapes d'inscription, la création d'un mot de passe fort étant une condition essentielle pour la création

d'un compte. Pour ce faire le retraité doit créer un mot de passe contenant des lettres majuscules et minuscules, des chiffres et des caractères spéciaux. La CNR a souligné à travers son communiqué, que la plateforme mobile "Retraite Dz", offrait plusieurs services numériques permettant à ses utilisateurs de bénéficier de plusieurs fonctionnalités à distance tels que le renouvellement des pièces justificatives, le téléchargement de l'attestation de revenu, et le suivi des dossiers.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RAMADAN 2025

Assurer l'abondance des produits agricoles à prix maîtrisés

À l'approche du mois sacré de Ramadan, la question de l'approvisionnement alimentaire devient cruciale, tant pour les consommateurs que pour les autorités publiques. Dans ce cadre, Messaoud Bendridi, directeur des productions agricoles au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a rassuré la population algérienne en détaillant les mesures prises par le gouvernement pour garantir la disponibilité des produits agricoles et alimentaires à des prix raisonnables.

Par Mourad A.

Intervenant sur « la chaîne I » de la radio nationale, Messaoud Bendridi a mis en avant l'importance des mesures préventives prises depuis plus de six mois, en collaboration avec plusieurs ministères et autorités locales. Ces actions ont été pensées pour garantir la stabilité des marchés pendant la période de forte demande liée à Ramadan. « Depuis plus de six mois, nous avons mis en place une série de mesures conjointes avec le ministère du Commerce, des Affaires Intérieures et les autorités locales pour anticiper les besoins spécifiques de la population pendant le mois de Ramadan », a-t-il déclaré. Cette coordination étroite a permis de mettre en place un dispositif efficace pour assurer l'approvisionnement des consommateurs en produits de base. L'un des défis majeurs du mois de Ramadan réside dans la demande accrue pour certains produits de première nécessité tels que le pain, le lait, la viande et les légumes. Afin de faire face à cette demande, plusieurs mesures ont été prises. « Nous avons renforcé les capacités des meuneries, en leur fournissant 25 % de semoule en plus par rapport aux quantités habituelles, pour répondre à la forte demande en pain pendant Ramadan », a ajouté M. Bendridi. Par ailleurs, un réseau de 500 points de vente a été déployé à travers le pays afin de garantir un contrôle optimal des prix. Concernant le lait, le responsable a souligné que les autorités ont pris des mesures concrètes pour garantir une offre suffisante. Un stock renforcé de 21 000 tonnes de lait en poudre a été mis à disposition des laiteries. « Grâce à cet approvisionnement, nous prévoyons une offre qui dépassera la demande, avec un prix stable de 25 dinars le litre de lait », a-t-il assuré. De plus, l'ouverture d'une nouvelle



unité de production de lait dans la région industrielle de Rouiba, capable de produire 1,4 millions de litres par jour, garantit une couverture suffisante pour la région centrale du pays. Pour ce qui est des produits carnés, notamment les viandes rouges, l'importation de bétail a commencé plusieurs mois avant Ramadan afin d'assurer un approvisionnement adéquat. « L'importation de viande rouge, qu'il s'agisse de bétail ou de moutons, a été anticipée afin d'éviter toute pénurie. Nous avons

veillé à ce que la qualité soit rigoureusement contrôlée par nos vétérinaires », a précisé le directeur des productions agricoles. Ces importations, en provenance de pays partenaires, permettront de satisfaire les besoins du marché local tout en maintenant des prix abordables. En parallèle, un programme visant à renforcer la filière avicole a permis de réduire le temps d'élevage des volailles de 45 à 35 jours, garantissant ainsi une production continue de viande blanche tout au

long de l'année. La gestion des stocks de légumes, notamment la pomme de terre, a également été une priorité. La société algérienne pour la régulation des produits agricoles a constitué un stock stratégique et a anticipé une mise sur le marché des quantités nécessaires pour répondre à la demande accrue durant le mois de Ramadan. « La pomme de terre est un produit phare pendant Ramadan. Nous avons anticipé la récolte et stocké des quantités suffisantes pour éviter toute pénurie », a affirmé Messaoud Bendridi. En complément, les récoltes de pommes de terre fraîches, déjà lancées dans plusieurs régions productrices, permettront de stabiliser les prix tout au long du mois sacré. Il a également rassuré la population concernant d'autres produits tels que l'ail et l'oignon, en soulignant la qualité des récoltes cette année. « Les récoltes de l'ail et de l'oignon sont particulièrement bonnes, ce qui nous permet d'assurer une offre suffisante et des prix stables pendant Ramadan », a-t-il précisé. L'objectif est de maintenir une offre suffisante à des prix accessibles, dans un contexte économique où le contrôle des prix et la régulation des marchés sont essentiels pour garantir le bien-être des citoyens. Dans l'ensemble, les autorités semblent avoir pris les mesures nécessaires pour éviter toute pénurie de produits de base durant Ramadan. Ces efforts visent également à contribuer à la stabilité des prix et à promouvoir la production locale. « Nous travaillons sans relâche pour améliorer la production locale et garantir que chaque Algérien puisse accéder aux produits alimentaires à des prix justes », a conclu M. Bendridi. Cependant, il a souligné que ces actions, bien que prometteuses, nécessitent une vigilance constante pour en assurer le succès.

SKIKDA Une production de 200.000 qx de pomme de terre d'arrière-saison attendue

La production de pomme de terre d'arrière-saison devrait atteindre les 200.000 qx au titre de l'actuelle campagne agricole, a indiqué, lundi, le directeur des Services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui. La récolte "débutera le mois de mars avec des rendements attendus oscillant entre 200 et 210 quintaux par hectare", a

indiqué le responsable à l'APS, notant que la superficie dédiée à ce tubercule est de 1.039 hectares, dont 80 % est localisée dans la région de Ben Azzou. Le reste se répartit entre les communes d'Emdjez Edchich, de Salah Bouchaour et de Ramdane-Djamel. M. Hamzaoui a attribué "l'abondance" de la production de cette année à "l'amélioration de l'irrigation agricole qui contribue de manière significative à l'augmentation de la production". La DSA s'emploie à fournir un soutien logistique et technique aux agriculteurs afin de les encourager à s'engager dans l'effort national visant à assurer la sécurité alimentaire, a conclu le responsable

ASSURANCES Salama présente son bilan annuel

Salama assurances Algérie a clôturé son bilan 2024 dans tous ses volets le 15 janvier 2025. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 4,838 milliards de Dinars., et est en évolution de pas moins de 9% par rapport à celui de 2023 qui était de l'ordre de 4,523 mds DA. En outre, les investissements de Salama assurances observent une courbe positive. Leur niveau a, effectivement, atteint 12,107 milliards DA à fin 2024, contre

10,914 milliards DA l'année précédente.

Le total des sinistres automobile réglés au titre de la même année a atteint 2,551 165 663 milliards DA. En hors automobile, il a atteint 180 979 093 millions DA, faisant baisser ainsi, considérablement le stock de ces dossiers. Le niveau des provisions pour sinistres non réglés en automobile, au 31 décembre 2024, s'élève à 3,691 856 585 milliards DA. En hors automobile il s'élève à 1,150 848 528 milliard DA. Ceci dénote non seulement des engagements de la compagnie vis-à-vis de ses clients et du respect des dispositions réglementaires mais aussi de sa solidité financière, assure-t-on au niveau de Salama.

SAISIE DE 1687 LITRES D'HUILE D'OLIVE À TLEMCCEN

Deux personnes interpellées

Les éléments de la protection de l'environnement de la gendarmerie nationale de Tlemcen ont traité une affaire concernant la commercialisation d'huiles non conformes aux normes, en raison d'une différence dans la marque, l'étiquetage, le nom de l'adresse, ainsi que des informations sur la composition du produit et ses utilisations. 1687 litres d'huile d'olive ont été saisis et détruits, dont 940 litres d'une marque et 747 litres d'une autre. L'opération a permis l'arrestation de deux personnes suspectées de violations, notamment le non-respect de l'obligation d'information du consommateur, la non-conformité en matière de sécurité des produits, ainsi que la falsification des caractéristiques techniques de la composition des produits proposés à la vente. Les suspects sont également accusés de falsification de produits destinés à la consommation humaine, de violation des obligations de contrôle de la conformité préalable, et d'exploitation d'une installation classée sans autorisation. Les infractions sont liées à la possession de matière d'huile d'olive frauduleuse qui a été estampillée, et qui a été saisie. Après la fin de l'enquête, un dossier judiciaire a été préparé à l'encontre des suspects, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen. Le communiqué de la cellule de communication et d'information du groupe de la gendarmerie nationale de Tlemcen a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la surveillance générale continue dans la région.

KSAR-EL-BOUKHARI

Prospection d'assiettes foncières et d'édifices pour abriter des structures administratives et techniques

Une opération de prospection d'assiettes foncières et d'identification d'édifices devant abriter les structures administratives de la wilaya déléguée de Ksar-El-Boukhari, au sud de Médéa, est "en cours", a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya de Médéa. L'opération s'inscrit, a-t-on indiqué, dans le cadre du suivi de la disponibilité des structures qui vont accueillir les services administratifs et techniques de la nouvelle circonscription administrative de Ksar-El-Boukhari, promue en wilaya déléguée, fin décembre 2024. Plusieurs réunions ont été tenues afin d'accélérer la mise en œuvre du plan d'aménagement de cette nouvelle circonscription administrative, en présence des responsables de différentes directions, telles que la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la

construction (DUAC), des domaines, de l'administration locale (DAL) et des collectivités locales, a-t-on signalé. L'examen du plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) et des plans d'occupation du sol (POS) de la commune de Ksar-El-Boukhari ou seront installées les structures administratives et techniques dépendant de cette nouvelle circonscription administrative a été au menu de ces réunions, a-t-on fait savoir. L'opération de prospection va permettre, selon les services de la wilaya, "identifier les assiettes disponibles ou celles à créer à la faveur de la révision du PDAU de la commune de Ksar-El-Boukhari, de programmer de nouvelles constructions ou d'aménager des bâtisses déjà existantes qui vont accueillir les différentes structures administratives et techniques indispensables au fonctionnement de la wilaya déléguée, a-t-on précisé.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	400,00	-4,76	-4,44	-5,94	7,72	7,50	81	32 400,00
BIOPHARM	BIO	2 390,00	NC	0,00	0,72	3,40	7,17	7,53	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 270,00	2249,00	-0,93	-0,99	-1,31	11,83	5,56	5045	11 346 205,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,28	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-9,96	2,03	-	0	0,00

EN 2024

Sonelgaz réalise un chiffre record de plus de 268 millions d'euros en matière d'exportation

Le Groupe Sonelgaz a réalisé en 2024 un chiffre record en matière d'exportation, avec des recettes globales dépassant 268 millions d'euros, indique dimanche un communiqué du Groupe public. "La performance de Sonelgaz en 2024 a été marquée par la réalisation d'un nouveau chiffre record en matière d'exportation avec des recettes de plus de 268 millions d'euros, contre 219 millions d'euros en 2023, soit une augmentation de 22%", précise le communiqué. Les exportations portent sur l'électricité, les équipements électriques et gaziers fabriqués localement ainsi que les opérations de

réhabilitation des équipements électriques et gaziers et les services de formation dans le domaine électrique, a fait savoir le Groupe. Cette performance s'inscrit dans le "cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à sortir progressivement de la dépendance aux hydrocarbures, à travers la diversification des activités économiques, commerciales et industrielles et la valorisation du produit national fabriqué localement pour intégrer un nouveau modèle économique axé sur la création de la valeur ajoutée", ajoute la même source. Ces chiffres traduisent "l'engagement de

Sonelgaz à contribuer de manière efficace à l'augmentation du taux d'intégration nationale, dans le but de réduire la facture d'importation, ce qui constitue ainsi un levier essentiel de la croissance économique et un outil principal pour la diversification des ressources en devises", selon le communiqué. Cette tendance reflète également "la ferme volonté du Groupe Sonelgaz de s'étendre sur les marchés internationaux en renforçant ses capacités de production et ses expertises dans divers domaines liés au secteur de l'électricité et du gaz, ce qui est au centre de sa stratégie à l'horizon 2035".

PROMOTION DES START-UP EN ALGÉRIE

Lancement d'un groupe de réflexion avec les membres de la communauté nationale à l'étranger

Un groupe de réflexion thématique virtuel a été lancé dimanche, à l'Ecole nationale polytechnique d'El Harrach (Alger), avec les jeunes de la communauté nationale à l'étranger, sur "le climat des affaires et les start-up en Algérie". Le lancement de l'initiative a été présidé par le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, ainsi que le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib. A cette occasion, M. Hidaoui a mis l'accent sur l'importance que porte l'Algérie à sa jeunesse tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, en vue de renforcer son rôle et sa contribution au développement économique, soulignant que l'Algérie nouvelle œuvre à consolider les liens avec les jeunes de la communauté. Pour M. Hidaoui, les jeunes de la communauté établie à l'étranger peuvent, de par leurs connaissances acquises dans différentes disciplines, constituer "une plus-value" pour réaliser le décollage économique, à travers la promotion et l'encoura-

gement de l'entrepreneuriat, en mettant à profit les différentes facilitations accordées par l'Etat algérien dans ce domaine. De son côté, M. Ouadah a salué les efforts déployés par l'Etat, en vue d'améliorer le climat des affaires et d'encourager l'esprit d'initiative chez les jeunes, soulignant l'importance d'associer les compétences nationales établies à l'étranger à la réalisation du développement. A son tour, M. Chaib a affirmé que de telles initiatives offrent l'opportunité de nouer des contacts avec le jeune algérien établi à l'étranger, autour des voies et moyens de l'associer aux différents processus du développement national, sachant l'évolution du climat des start-up en Algérie qui incite à l'investissement.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Février 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كـكـغـ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضـر طـازجـة
	Tomate	91	105	76	المطماطم	
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف	
	Ail sec	588	661	516	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	59	الجزر	
	Navet	79	89	69	لفت	
	Choux fleur	67	76	57	قرنبيط	
	Choux	83	92	74	السكرنب	
	Courgette	138	151	124	الكوسية	
	Haricot vert	394	418	370	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	91	103	79	الخس		
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	الندرين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	426	532	321	التفاح المحلي	
	Datte	535	664	405	التمر	
	Banane	473	491	455	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1746	1871	1621	لحم البقر المحلي	للمنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	370	382	359	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البويض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

ALGÉRIE-UE

2025, une année clé pour repenser la coopération

Dans un monde en perpétuelle évolution, l'Algérie, en quête de diversification économique et industrielle, semble prête à redéfinir sa relation avec l'Union européenne (UE) sur des bases nouvelles et équilibrées. « Le Pacte Méditerranéen », un projet ambitieux annoncé par l'ambassadeur de l'UE en Algérie, Diego Mellado Pascua, pourrait constituer un tournant décisif dans cette dynamique. Ce projet vise à moderniser et rééquilibrer la coopération entre les deux parties, en tenant compte des enjeux géopolitiques actuels et des priorités stratégiques de chacun.

Par Mourad A.

L'année 2025 marquera un moment clé dans les relations entre l'Algérie et l'UE, puisqu'elle célébrera le 20^e anniversaire de leur Accord d'association, signé en 2005. Bien que des progrès notables aient été réalisés au cours de ces deux décennies, un déséquilibre persiste, notamment dans les échanges économiques. Historiquement dominée par le secteur énergétique, la relation algéro-européenne repose essentiellement sur les exportations de gaz et de pétrole, au détriment d'autres secteurs industriels et commerciaux. Dans ce contexte, l'ambassadeur de l'UE, Diego Mellado Pascua, a souligné, lors de la conférence « Les zones économiques spéciales comme outil d'attraction des investissements en Algérie », que 2025 constitue une occasion unique de réévaluer ce partenariat. Selon lui, il est désormais temps de repenser les relations entre les deux acteurs dans un cadre plus équilibré et prenant en compte les nouvelles réalités géostratégiques et économiques. « L'Algérie a une légitimité à diversifier son économie », a-t-il précisé, soulignant que cet objectif s'aligne avec les ambitions de l'UE, qui cherche à renforcer sa base industrielle tout en consolidant ses partenariats stratégiques. Parmi les initiatives phares du Pacte Méditerranéen, la création de Zones Économiques Spéciales (ZES) joue un rôle central. Ces zones, déjà expérimentées en Europe, notamment à Katowice en Pologne, sont conçues pour attirer les investissements étrangers grâce à des incitations fiscales et administratives attractives. Toutefois, pour l'Algérie, ces zones doivent aller au-delà de la simple relocalisation des investissements européens. Elles doivent être un levier pour diversifier l'économie algérienne, en



soutenant des secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'innovation et les technologies de pointe. Lors de la conférence à Alger, M. Mellado a précisé que ces zones sont essentielles pour attirer des investissements européens tout en garantissant des bénéfices tangibles pour l'Algérie. « L'objectif est de renforcer le tissu industriel local, de créer des chaînes de valeur durables et d'assurer que les ZES contribuent réellement à la compétitivité de l'économie nationale », a-t-il expliqué. Pour ce modèle d'investissement soit un véritable succès, l'Algérie devra veiller à ce que ces zones soient conçues pour soutenir l'industrie locale, et non pas simplement pour favoriser une délocalisation des capitaux. Un modèle de coopération rééquilibré et inclusif. Au-delà des ZES, le Pacte Méditerranéen propose une redéfinition globale des relations algéro-européennes, avec un modèle de coopéra-

tion plus équilibré et inclusif. Ce partenariat, qui s'articule autour de plusieurs axes stratégiques tels que la transition énergétique, l'industrialisation, le transfert de technologies et les échanges commerciaux, vise à renforcer les liens entre les deux acteurs de manière mutuellement bénéfique. Pour l'Algérie, l'enjeu est double : attirer davantage d'investissements européens tout en intégrant les économies des deux parties de manière fluide et complémentaire. En retour, l'UE bénéficiera d'un accès à un marché dynamique et diversifié, tout en soutenant les projets de développement en Algérie, notamment dans les secteurs industriels et technologiques. Ce partenariat pourrait également permettre à l'Algérie de jouer un rôle de fournisseur stratégique dans l'équilibre énergétique mondial et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, en particulier en Méditerranée. Ainsi, l'Algérie pourrait se positionner

comme un acteur clé dans les relations énergétiques avec l'Europe, tout en diversifiant ses secteurs économiques pour ne plus être uniquement perçue comme un fournisseur d'énergie. À l'horizon 2025, alors que les relations entre l'Algérie et l'Union européenne fêteront deux décennies d'un partenariat basé sur des intérêts communs, le Pacte Méditerranéen apparaît comme une occasion idéale de réinventer cette coopération. Il s'agit de repenser les priorités économiques et industrielles des deux parties, et de garantir un partage équitable des avantages. Diego Mellado a insisté sur la possibilité d'attirer davantage d'investissements européens, de développer les échanges commerciaux et de faciliter l'intégration des économies. L'objectif est de créer un modèle de partenariat où les intérêts stratégiques de l'Algérie et de l'UE sont pleinement pris en compte, tout en répondant aux défis globaux de manière commune.

EN BAISSSE DE 3% PAR RAPPORT À 2023

La CAAR enregistre un chiffres d'affaires de 15.3 milliards DA en 2024

Par M A.

Un chiffre d'affaires de 15.3 milliards de dinars a été enregistré par la CAAR en 2024. Affirmé par son DG, Hacene Ouberrane, ce chiffre représente une baisse de 3% par rapport à 2023. Intervenant lors d'une journée d'information tenue à l'hôtel El Aurassi, le même responsable a expliqué le plan stratégique à moyen terme de la compagnie, lequel est orienté vers la

réorganisation et le renforcement de la fonction commerciale, l'innovation par la recherche et le développement, l'accompagnement technique des assurés pour une meilleure évaluation des risques, le renforcement des activités de contrôle interne et une feuille de route digitalisation. D'autre part, M. Ouberrane détaille la feuille de route digitalisation 2024-2026 de la CAAR qui s'appuie sur « l'amélioration de l'expérience client, l'augmentation de l'efficacité opéra-

tionnelle, le développement de nouveaux produits et services, ainsi que la réduction des coûts ». Quant à Mounir Ghernouti, Directeur général de Caarama assurance, il souligne que le chiffre d'affaires est en hausse de 12%. S'agissant de solvabilité, CAARAMA assurance a réalisé 1.79 milliards de dinars. Pour l'exercice 2023, les placements financiers de Caarama assurance ont atteint plus de 7,2 milliards de dinars et les fonds propres se situaient à plus

de 1,6 milliard de dinars. En matière des sinistres réglés, le montant des indemnités était à 1,35 milliard de dinars. L'entreprise affiche en 2023 une rentabilité de 14 milliards de dinars. En 2024, souligne le même responsable, « un partenariat s'est conclu pour numériser complètement le service tiers payant au profit des clients corporate via une nouvelle application santé nommée Med ».

CONTRÔLE TECHNIQUE
DES VÉHICULESOuverture à Alger
d'une agence
relevant de l'ETUSA

Une agence de contrôle technique des véhicules, relevant de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa), a été ouverte, dimanche à Alger, pour recevoir les véhicules lourds et légers des particuliers et des entreprises, a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Le coup d'envoi de cette agence sise à la base de la maintenance de l'Etusa à Oued Smar, a été donné en présence du chargé de la gestion des affaires de la direction générale de la mobilité et de la logistique au ministère des Transports, du directeur des Transports de la wilaya d'Alger et du directeur général de l'ETUSA, ainsi que de ses cadres, ajoute la même source. Il s'agit d'un nouveau service qui s'ajoute à la liste des activités de l'ETUSA dans le cadre de la diversification de ses offres et de ses missions traditionnelles liées au transport des personnes. Cette agence offrira des services de contrôle technique au profit des particuliers ou des entreprises pour différents véhicules (lourds et légers), précise la même source. A cette occasion, la délégation a effectué une visite d'inspection à la nouvelle agence où elle a reçu des explications sur les services fournis ainsi que sur les équipements dont elle dispose. Outre les équipements modernes, la nouvelle agence est dotée d'une équipe d'experts hautement qualifiée, ainsi que des dernières techniques de diagnostic garantissant la sécurité des véhicules et la protection de l'environnement.

BOUMERDES

Remise de contrats de
concession agricole à près de
4.400 investisseurs depuis 2024

Près de 4.400 agriculteurs et investisseurs du secteur agricole à Boumerdes ont bénéficié de contrats de concession agricole depuis le début de l'année 2024 à ce jour, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'antenne locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA).

Ce nombre de contrats remis à ce jour représente près de 98% du total des demandes déposées auprès des services locaux de l'ONTA et qui (demandes) dépassent les 5.000, a indiqué la directrice de l'Office, Fella Adjar, dans une déclaration à la presse, en marge du Conseil exécutif de wilaya consacré à l'examen du dossier de régularisation de la situation du foncier agricole à Boumerdes. La responsable a ajouté que les efforts se poursuivent pour la distribution d'une centaine d'autres contrats de concession agricole, dans les meilleurs délais. La wali de Boumerdes, Fouzia Naama, a souligné, à l'occasion, que les services concernés "redoublent d'efforts pour achever l'opération de traitement et de régularisation de la situation de la totalité des demandes en la matière", assurant que "l'opération se poursuivra jusqu'à sa clôture avant la fin de l'année en cours". "La remise des contrats de concession agricole se poursuivra suivant le parachèvement des procédures nécessaires par l'antenne locale de l'Onta, sous la supervision de la direction des services agricoles", a-t-elle ajouté. A noter que la wilaya compte plus de 6.000 agriculteurs et investisseurs dans le domaine agricole, dont plus de 5.000 ont introduit des demandes pour bénéficier de contrats de concession, selon les



chiffres fournis par la DSA. Selon Mme. Adjar, la durée de validité du contrat de concession accordé aux agriculteurs et investisseurs agricoles est de 44 ans renouvelables, à compter de la date de remise du document. La remise de ces contrats s'inscrit dans le cadre de la nouvelle vision de l'Etat visant la régularisation de la situation du foncier agricole, conformément à la loi 21/432, à travers la mise en œuvre d'une stratégie visant à atteindre la sécurité alimentaire nationale dans les différentes filières agricoles, notamment celles assurant les produits de large consommation, a-t-elle

rappelé. L'opération vise aussi l'assainissement et l'organisation du foncier agricole, la levée des obstacles et la réunion des conditions nécessaires aux investisseurs pour améliorer le rendement agricole. Les contrats de concession agricole permettent aux concernés de bénéficier des différents avantages et facilités accordés par l'Etat dans le domaine, dont les crédits bancaires, l'acquisition de matériel agricole, le forage de puits d'irrigation et le raccordement au réseau électrique, ainsi que de l'accompagnement et du suivi des services concernés, selon la même source.

SKIKDA

Réception prochaine du projet de systèmes de traitement des eaux usées
par épandage de bactéries

Le projet de réalisation de systèmes de traitement des eaux usées par épandage de bactéries le long de canalisations souterraines au barrage de Guénitra, de la commune d'Oum Toub (Ouest de Skikda) et la zone humide de Guerbès Sanhadja (Est de Skikda) dans la

commune de Ben Azzouz, devra être réceptionné "fin mars prochain", a indiqué dimanche le directeur local des ressources en eau. Ce projet porte sur l'installation de systèmes d'épandage de bactéries au niveau des rejets finaux des eaux usées au barrage

de Guénitra et des stations d'épuration des eaux usées de la région humide Guerbès Sanhadja, a précisé à l'APS M. Ramdane Kacemi. Premier du genre dans la wilaya, ce projet a requis la mobilisation d'une enveloppe financière de 120 millions DA et constitue un projet

expérimental susceptible d'être généralisé à travers le territoire de la wilaya, a précisé le même cadre. Il s'agit d'une méthode biologique recourant à des bactéries pour dissoudre les polluants organiques et non-organiques présents dans les eaux usées, a ajouté le même respon-

sable. Cette technique présente de multiples avantages dont l'usage réduit de l'électricité, celui de constituer un procédé ami de l'environnement comparativement aux autres procédés chimiques et l'efficacité dans l'élimination des polluants organiques, a assuré M. Kacemi

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 8.000 requêtes traitées en 5 ans par la délégation

Plus de 8.000 requêtes ont été traitées au cours des cinq années de travail de la délégation du médiateur de la République de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué dimanche le délégué de wilaya de cette instance, Abdelmadjid Boumengar. Dans une déclaration à l'APS en marge des journées ouvertes sur l'instance du médiateur de la République, le même responsable a indiqué que depuis sa création en vertu du décret présidentiel 20-45 du 15 février 2020, plus de

8.000 requêtes ont été traitées au niveau de la wilaya de Bordj Bou Arreridj. La majorité des requêtes parvenues à la délégation concerne des demandes de logements de divers types, l'écartement des listes, l'emploi, l'aménagement des quartiers et le raccordement au réseau d'eau et d'électricité, selon la même source. La délégation a reçu durant la même période plus de 15.000 citoyens dont certains ont reçu des orientations et d'autres des conseils sur entre autres

les procédures de régulations des situations juridiques de terrains, selon la même source. L'instance du médiateur de la République travaille, a-t-il ajouté, en coordination avec les divers secteurs pour résoudre avec célérité les problèmes des citoyens et a déposé des registres de réclamations au niveau des différentes structures publiques pour recueillir les observations des citoyens concernant le mauvais accueil et le retard dans la réponse.

Elle œuvre également à améliorer les conditions d'accueil des citoyens y compris par le recours aux moyens électroniques facilitant la communication entre les citoyens et l'administration et le dépôt de requêtes via des portails électroniques, selon la même source. Organisées à l'occasion du 5ème anniversaire de la création de l'instance du médiateur de la République, ces portes ouvertes se poursuivront jusqu'à la fin de la semaine en cours, indique-t-on.

PRIX DÉRISOIRES, MARKETING AGRESSIF ET RÉSEAUX SOCIAUX:
Comment Temu part à l’abordage du e-commerce mondial

Temu a fait une irruption remarquée sur le marché du commerce en ligne. Si certains l'accusent de pratiques déloyales, le site chinois a surtout dupliqué le redoutable modèle économique de sa maison-mère Pinduoduo.

Par Henri Isaac (*)

En deux ans, le site de commerce en ligne chinois Temu s'est imposé comme un acteur majeur du commerce dans le monde. En France, il était le quatrième site d'e-commerce le plus visité au troisième trimestre 2024. Derrière ce succès, on trouve des prix très très bas, qui, pour de nombreux commentateurs, ne peuvent être que le reflet de pratiques déloyales (produits de mauvaise qualité, dumping, marketing agressif, pratiques déloyales vis-à-vis du consommateur, etc.). Pour beaucoup, de tels niveaux de prix ne peuvent pas exister sans pertes pour Temu. Il est évident que Temu investit massivement en publicité pour s'imposer sur le marché du e-commerce mondial, sur lequel aucun nouvel entrant majeur n'est parvenu à s'imposer au cours des dix dernières années. Temu n'est pourtant pas la première entreprise qui bouscule les distributeurs occidentaux en proposant des prix très bas. Shein dans le prêt-à-porter et AliExpress ont des stratégies de prix similaires. Reste que Temu réussit à battre Amazon dont la réputation en matière de prix n'est plus à faire.

De l'usine au magasin du monde

Cette politique tarifaire s'explique en grande partie par le modèle d'affaires de Temu, qui n'est pas si original que cela, vu de Chine. Filiale internationale du site de e-commerce chinois Pinduoduo, il emprunte nombre de ses caractéristiques à sa maison-mère. Loin d'être un modèle éphémère, Temu est l'incarnation d'une ambition mondiale de la Chine qui, après avoir été l'usine du monde, entend bien désormais en être le magasin. L'offre à bas prix de Temu devrait perdurer. Pour le dire autrement, il ne s'agit pas uniquement d'une stratégie de lancement. Fondé en septembre 2022 à Boston aux États-Unis, Temu est une filiale de Pinduoduo, site d'e-commerce chinois fondé en 2015. En avril 2015, Colin Huang a fondé Pinhaohuo, une application permettant de vendre des fruits en ligne. Elle utilisait la plateforme de médias sociaux WeChat avec un modèle d'achats en groupe. Le rapide succès de ce modèle donne naissance à Pinduoduo en septembre de la même année. L'arrivée de Pinduoduo sur le marché du commerce en ligne en Chine a profondément modifié son équilibre, jusqu'alors dominé par JD.com et Alibaba, avant de l'étendre avec Temu dans soixante-dix-neuf pays.

Des enchères inversées et des stocks considérés pour baisser les prix

Ce modèle dénommé «Consumer-to-Manufacturer» (C2M) est au cœur de la politique tarifaire de ce site. Temu lance des

appels d'offres auprès des fabricants et sélectionne les fabricants proposant le meilleur prix. Pinduoduo a introduit un modèle d'enchères inversées en mars 2023 pour obtenir les prix les plus bas. Pinduoduo fixe le prix du produit final et sa marge. Le fabricant livre les produits dans les entrepôts de Pinduoduo en Chine. Temu n'achète pas le stock. Les fabricants supportent donc le coût de stockage et surtout le coût des invendus qu'ils sont tenus de reprendre. Les fabricants sont payés à trois mois. Pinduoduo ne supporte donc pas le coût financier du stock. Pinduoduo opère un modèle de stockage de consignment. La mise en concurrence des fabricants permet d'obtenir le prix le plus bas en amont. En regroupant les commandes rapidement grâce aux différentes techniques de vente, les volumes achetés permettent aux producteurs de bénéficier d'économies d'échelle particulièrement pour les petits producteurs incapables par eux-mêmes d'obtenir de tels volumes de demande sans Pinduoduo. Par ailleurs, en mutualisant la logistique des expéditions, Pinduoduo réduit encore les coûts totaux du produit par rapport à une vente directe du fabricant.

La viralité des réseaux sociaux

Du côté de la demande, Pinduoduo déploie un modèle d'achat groupé reposant sur la viralité des réseaux sociaux. Pinduoduo signifie en chinois «Ensemble, plus d'économie, plus de plaisir». En recrutant d'autres acheteurs, l'acheteur conduira à faire baisser le prix de vente proposé par Pinduoduo. De ce point de vue, Pinduoduo est la première plateforme de commerce social (social commerce en anglais) en nombre d'utilisateurs dans le monde avec 694 millions d'utilisateurs en Chine, selon les données de QuestMobile Chine (juin 2024). Outre l'achat groupé, Pinduoduo utilise des techniques de vente fondées sur le jeu (gamification), très répandues dans la culture commerciale chinoise. La gamification stimule les achats d'impulsion, difficiles à créer sur un site de vente en ligne. La stratégie d'entrée sur le marché de Pinduoduo a consisté à cibler les segments de la demande délaissés par JD.com et Alibaba qui se concentraient sur les classes les plus aisées de la population chinoise. Dès lors, l'enjeu des prix de vente était central dans la réussite de cette stratégie qui s'adressait aux classes les moins aisées, les villes secondaires et les zones rurales. Le succès est rapidement au rendez-vous et la rentabilité est atteinte en 2021. En 2023, Pinduoduo, Temu inclus, réalise un chiffre d'affaires de 34,879 milliards de dollars et un résultat net de 8,267 milliards de dollars.

Un modèle de revenus sans commission

Quels sont les revenus de Pinduoduo? La plateforme prend des frais aux fabricants pour la logistique d'expédition au client final. Pinduoduo facture également des frais de marketing (référencement, visibilité sur la plateforme, promotions). Les frais logistiques représentent 38% des revenus de Pinduoduo et les frais de marketing 62%. Contrairement à Amazon et à d'autres places de marché en ligne, Pinduoduo ne prend pas de commission sur les ventes. Elle agit donc comme un prestataire logistique et marketing pour les industriels, les aidant à trouver des débouchés et en organisant les flux logistiques. Par conséquent, le modèle s'avère capable de proposer des prix très compétitifs. Par ailleurs, Pinduoduo bénéficie en Chine d'une taxation avantageuse des bénéfices: 15% contre 25% pour les entreprises classiques. Un tel modèle permet donc d'obtenir des prix inférieurs qui trouvent leur source dans les volumes d'achat, l'absence de commission sur les ventes, des frais marketing et logistiques optimisés. Finalement, le modèle de Pinduoduo n'est pas très éloigné de celui de son rival chinois Shein.

Des tarifs douaniers avantageux

Temu ne fait que reproduire le modèle de Pinduoduo à l'international. Dans ce cadre, Temu bénéficie des règles douanières américaines (la section 321 du Tariff Act de 1930), qui exemptent de droits de douane les produits dont la valeur est inférieure à 800 dollars. Il en va de même avec l'Union européenne (UE) pour les biens d'une valeur inférieure à 150 euros (article 23 du règlement n°1186/2009 relatif à l'établissement du régime des franchises douanières de l'UE). Compte tenu des prix des produits en vente sur Temu, l'immense majorité des ventes échappent aux droits de douane. En moins de deux ans, Temu a recruté 200.000 commerçants, expédié quatre millions de colis par jour depuis soixante entrepôts en Chine et attiré 467 millions d'utilisateurs dans le monde en offrant des produits à des prix inférieurs de 40% à 60% à ceux d'Amazon. Temu investit massivement en subventionnant ces ventes afin de conquérir rapidement une base de clients pour atteindre une masse critique en Europe et aux États-Unis. L'offensive publicitaire en ligne est massive. Elle se manifeste par des investissements publicitaires très importants, particulièrement sur les réseaux sociaux (Pinterest, Snapchat, Instagram, TikTok) et dans les moteurs de recherche. Si les montants de ces campagnes ne sont pas connus, les dépenses de marketing de Pinduoduo, incluant celles de Temu, ont progressé de 34% en 2023, pour s'élever à environ 10,7 milliards d'euros (source: rapports annuels PDD Holdings). On estime que les dépenses marketing de Temu sont comprises entre 4 et 5 milliards de dollars.

La stratégie marketing de Temu, incarnée par le slogan «Shop like a billionaire» («Achète comme un milliardaire»), ne déroge en rien aux stratégies d'acquisition des grandes plateformes numériques qui subventionnent la demande sur une période plus ou moins longue afin de déclencher des effets de réseau positifs. Dans de tels modèles, l'existence d'économies d'échelle est liée à la demande (demand-side economy of scope).

Des coûts logistiques élevés

Le modèle de Temu calqué sur celui de Pinduoduo se heurte toutefois, dans sa version internationale, à des coûts logistiques plus élevés du fait de l'expédition majoritaire des commandes par fret aérien depuis la Chine. Le modèle international est donc difficilement rentable en l'état. Temu évolue donc vers un modèle opérationnel différent pour limiter ses pertes internationales. Du modèle entièrement géré, tel qu'initialement conçu, Temu bascule progressivement vers un modèle semi-géré depuis mars 2024. Dans ce modèle, les marchands de la plateforme expédient les produits par fret maritime dans des entrepôts aux États-Unis et se chargent de la livraison depuis ces entrepôts locaux. Mais la nouvelle logistique ne s'arrête pas là. Des marchands de la plateforme s'appuient sur la diaspora chinoise aux États-Unis, où des «entrepôts familiaux» voient le jour dans les logements de ces familles. Ces «entrepôts familiaux», allant d'appartements à des garages, fournissent des services de stockage, d'étiquetage et d'expédition à des prix compétitifs, attirant les petits vendeurs de Temu incapables de payer les tarifs des grands entrepôts. Cette solution peu pérenne démontre toutefois l'adaptation des marchands à cette nouvelle donne logistique que Temu déploie. Dans cette configuration, Temu prend seulement en charge les achats, la fixation des prix. Cependant, Temu a introduit un modèle plus classique qui laisse les marchands fixer leurs prix eux-mêmes. Temu devient donc une place de marché classique et son modèle se rapprocherait alors des nombreuses places de marché en ligne existantes (eBay, AliExpress, Amazon, etc.). Ce modèle est déjà déployé en Europe, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne et en France. Si ce modèle venait à venir dominant, Temu offrirait-elle encore le même niveau de prix? Dans quelle mesure seraient-ils inférieurs à ceux d'Amazon? Dans quelles proportions? La disruption que Temu représente sur le marché de la vente en ligne et, au-delà sur les modèles de distribution «premiers prix», a-t-elle vocation à durer dans le temps?

(*) Maître de conférences en sciences de gestion à l'université Paris-Dauphine - PSL.
Slate.com

EGYPTE:
**BP annonce le
début de la
production de la
2^e phase du
champ Raven**

La compagnie britannique BP a annoncé dans un communiqué publié le dimanche 16 février l'entrée en production de deux nouveaux puits sur le champ gazier Raven de son projet West Nile Delta (WND) en Egypte. « Cette série de réalisations incarne notre engagement continu à contribuer à répondre à la demande croissante d'énergie locale, en optimisant la production à partir des ressources disponibles tout en en ajoutant de nouvelles » a déclaré à Wail Shaheen, vice-président de BP Egypte. Le champ Raven constitue la troisième phase de développement du projet West Nile Delta, qui englobe aussi les champs de production Taurus/Libra et Giza/Fayoum. Il comprenait huit puits d'exploitation à son lancement en 2021, pour un plateau de production de 600 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour. Alors qu'on s'attend à ce que cette production atteigne les 900 millions de pieds cubes, les deux nouveaux puits devaient produire environ 220 milliards de pieds cubes et 7 millions de barils de condensat au total tout le long de leur exploitation, indique la note. Une contribution notable à la production de West Nile Delta, qui atteignait déjà 1,4 milliard de pieds cubes de gaz par jour depuis 2021. Plus largement, cet acquis devrait aussi contribuer aux plans du gouvernement égyptien qui cherche à porter la production nationale de gaz naturel à 6 milliards de pieds cubes quotidiens d'ici fin 2025, contre 4,6 milliards en 2024. Ceci dans le but de répondre à la demande énergétique dans un pays où la consommation journalière de gaz naturel s'élevait à 6,2 milliards de pieds cubes en 2024. Notons que l'ensemble de la production gazière de West Nile Delta est injecté dans le réseau de distribution de l'Egypte. BP opère le projet avec une participation de 82,75%, alors que Harbour Energy détient les 17,25% restants.

NOUVELLE LOI SUR LES CHÈQUES EN TUNISIE

Une économie à l'arrêt et un projet d'amnistie controversé

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les chèques en Tunisie, il y a quinze jours, l'économie est pratiquement paralysée. Malgré cette situation critique, des députés ont soumis un projet de loi visant à amnistier les prisonniers condamnés pour émission de chèques sans provision.

Dans les pays développés, émettre un chèque sans provision est assimilé à une escroquerie. La Tunisie, qui sanctionnait auparavant cette infraction par cinq ans de prison, a adopté en août 2024 une nouvelle législation assouplissant les peines et réformant le système des chèques. Depuis son application début février 2025, le marché tourne au ralenti. Les banques ont dû se conformer à cette loi en introduisant de nouveaux formats de chèques jugés complexes. Conséquence : les transactions ont chuté, impactant divers secteurs.

Un effondrement du commerce et du tourisme

Le secteur de l'ameublement est l'un des plus touchés. Un géant du meuble ayant

exposé au Salon du Kram (30 janvier - 9 février 2025) témoigne : « À cause de la nouvelle loi sur les chèques, plus personne ne pouvait acheter nos meubles. L'essentiel de nos ventes se fait à crédit et l'essentiel de nos clients sont des jeunes couples qui préparent leur mariage. Ces derniers n'ont d'autre choix que d'acheter par facilités, c'est-à-dire par l'émission de chèques antédats. Cette option n'est désormais plus possible, puisque rares sont les personnes qui ont du cash et peuvent se permettre l'achat au comptant. » Même son de cloche dans le tourisme. Le président de la Fédération tunisienne des agences de voyages (FTAV), Ahmed Bettaieb, a indiqué que la nouvelle législation sur les chèques avait eu un impact négatif sur le secteur.

Invité le 11 février 2025 à Studio Wataniya de Zina Zidi sur la Radio nationale, Ahmed Bettaieb a affirmé que le secteur touristique traversait une crise due à plusieurs facteurs, dont l'entrée en vigueur de cette législation sur les chèques. Celle-ci a complexifié les opérations financières. « Il y a plusieurs obstacles, notamment au niveau des moyens de paiement... Le chèque, à travers la pratique, facilitait le paiement... Ceci a été supprimé il y a de cela trois semaines, mais, sans mettre en place une alternative... Il y a les cartes de paiement échelonné... Néanmoins, celles-ci réduisent considérablement les bénéfices des agences de voyages... La traite n'a pas encore pu remplacer le chèque », a-t-il expliqué.

ARABIE SAOUDITE

Le métro de Riyad a enregistré plus de 18 millions de passagers sur un peu plus de deux mois

Selon l'Agence de presse saoudienne, plus de 18 millions de passagers ont emprunté le métro de Riyad depuis son lancement le 1er décembre 2018. Le métro a désormais effectué plus de 162 000 trajets sur son réseau de six lignes, couvrant environ 4,5 millions de kilomètres. La Commission royale pour la ville de Riyad a révélé que la ligne bleue, parallèle à la rue Olaya et orientée nord-sud, était la plus populaire, avec près de 10 millions de passagers en seulement deux mois. Cette ligne traverse certaines

des zones les plus commerçantes et les plus densément peuplées de Riyad, ce qui explique sa popularité auprès des navetteurs. La station King Abdullah Financial District a enregistré le plus grand nombre d'usagers, dépassant les trois millions. Le métro de Riyad a été conçu pour répondre à l'expansion rapide de la capitale et aux embouteillages croissants. Le système s'étend sur 176 km et est équipé de trains sans conducteur, de cabines climatisées, de sièges réservés aux différents groupes de passagers et d'une automatisation de pointe.

La ligne verte, longue de 13,3 km, relie King Abdullah Road, près du ministère de l'Éducation, au musée national, et dessert les ministères de la Défense, des Finances et du Commerce. La ligne violette relie la route Abdurrahman bin Awf à la route Sheikh Hassan bin Hussain bin Ali sur une longueur de 29,7 km, tandis que la ligne jaune relie la station KAFD à la route de l'aéroport international King Khalid. Le projet vise à réduire les embouteillages, à diminuer les émissions de carbone et à encourager les transports respectueux de l'environnement. Avec ses 85 stations stratégique-

ment réparties dans la ville, le métro contribue de manière significative au paysage urbain de Riyad. Certaines stations, comme la King Abdullah Financial District Metro Station conçue par Zaha Hadid Architects et la station STC conçue par l'agence allemande Gerber Architekten, sont même devenues des points de repère architecturaux. Le succès rapide du métro de Riyad, tel que rapporté par SPA, témoigne d'un changement fondamental dans les habitudes de déplacement des résidents et des visiteurs.

LA PRÉSIDENTE MAURITANIEENNE DE L'UA

Une année de performances remarquables pour le Continent

La Mauritanie, représentée par le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a assumé la présidence de l'Union Africaine, un honneur mais aussi une responsabilité que nos frères africains ont placé dans le pays et qui a été du reste à la hauteur du défi. Dès le premier instant, lors de son discours d'investiture à la Présidence de l'organisation continentale, le Président a clairement identifié les problèmes majeurs dont souffre l'Afrique, criblée de nombreuses blessures. Il a évoqué le problème de l'éducation en Afrique et comment des dizaines de millions d'enfants d'aujourd'hui, les bâtisseurs de demain, sont en dehors des salles de classe. Il a également évoqué les conflits armés qui sévissent dans plusieurs pays africains et la manière dont ils sa-

pent les efforts de paix et de développement et gâchent les opportunités de construction. Le Président a, en outre, évoqué les ressources de l'Afrique, soulignant la nécessité d'en tirer parti pour bâtir des économies fortes, capables de résister aux crises. Dans son discours de diagnostic sur la réalité de l'Afrique et ce qu'elle devrait être, le Président a abordé la question de la sécurité alimentaire, car le continent africain possède la plus grande superficie agricole au monde, mais il ne peut pas produire sa propre nourriture. Face à ces problèmes et à d'autres, la Mauritanie a laissé une empreinte particulière lors de sa Présidence de l'Union africaine. En matière d'éducation, la capitale, Nouakchott, a accueilli un sommet, auquel ont participé un certain nom-

bre de présidents africains, des dizaines de ministres concernés par l'éducation sur le continent, ainsi que des experts du domaine et des partenaires au développement. Ce sommet a abouti à un diagnostic précis de la réalité de l'éducation et de ses défis, et a proposé des solutions pour la faire progresser, ce qui permettra à l'Union africaine de commencer à l'avenir à mettre en œuvre ces solutions, afin de construire un continent éduqué. Il va sans dire que les nations non éduquées ne peuvent prévaloir, c'est pourquoi tirer la sonnette d'alarme en matière d'éducation a été un choix stratégique important pour l'Afrique, et c'est à la Mauritanie qu'est revenu ce rôle. Concernant le dossier de la paix et de la stabilité, le Président de la République, Président en exercice de

l'Union Africaine, a effectué une visite dans la capitale libyenne, Tripoli, au cours de laquelle il a rencontré diverses parties libyennes et reçu d'autres parties au Palais présidentiel à Nouakchott, dans le cadre des efforts visant à mettre fin à l'instabilité dans ce pays pivot de l'Afrique du Nord, où la situation a, par ailleurs, des répercussions directes sur les pays du Sahel africain. Cette nouvelle dynamique a joué un rôle important en donnant à l'Afrique la confiance nécessaire pour résoudre ses problèmes par elle-même, sans recourir à un médiateur ou à quelqu'un agissant en son nom. Les Nations Unies semblent avoir accepté cet état de fait, puisque son secrétaire général, Antonio Guterres, a nommé la diplomate ghanéenne Hannah Serwaa Tetteh comme envoyée spéciale en Libye.

AFRIQUE

Les fusions-acquisitions entre start-up ont augmenté de 34% en 2024

Un rapport souligne que les fusions-acquisitions et l'expansion géographique représentent plus que jamais des options de choix pour maintenir le rythme de croissance et la viabilité des jeunes pousses africaines dans un contexte marqué par le refroidissement du marché du capital-risque et des difficultés économiques dans plusieurs pays du continent.

Le mouvement de consolidation s'est accéléré dans l'écosystème tech africain en 2024 dans un contexte de pénurie de financements, qui a poussé les start-up à chercher des économies d'échelle et des synergies pour rester viables ou atteindre la rentabilité, selon un rapport publié le 13 février 2025 par le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights. Intitulé « The State of Tech in Africa-2024 in Review », le rapport précise que le nombre de fusions-acquisitions a atteint 39 opérations durant l'année écoulée, ce qui représente une hausse de 34% par rapport à l'année précédente. Ces fusions-acquisitions ont été essentiellement motivées par l'accroissement des difficultés rencontrées par les jeunes pousses du continent pour passer à l'échelle (scaling). Il est, en effet, relativement facile pour une jeune pousse de réaliser une levée de fonds durant la phase d'amorçage. La mise à l'échelle, qui implique un changement de dimension avec des revenus allant de 10 à 50

millions de dollars, ne nécessite pas cependant des capitaux uniquement, mais aussi des économies d'échelle. Combinée à la frilosité des investisseurs et au repli de plusieurs fonds étrangers sur leurs propres marchés, cette transition d'une phase de croissance initiale vers une phase de croissance significative et plus durable a poussé de nombreuses start-up africaines à se regrouper afin de réduire le temps nécessaire au scaling. La répartition des acquisitions par sous-région montre que l'Afrique australe arrive en tête avec 16 start-up avalées par leurs concurrentes l'an passé devant l'Afrique de l'Ouest (10 start-up) l'Afrique de l'Est (7) et l'Afrique du Nord (4). Deux start-up africaines basées en dehors du continent ont également fait l'objet d'acquisitions. La plus grosse opération de fusion-acquisition a été finalisée en août 2024 entre la start-up kényane Wasoko et son homologue égyptienne MaxAB, donnant naissance à un champion du commerce électronique B2B en Afrique.

La ventilation sectorielle des fusions-acquisitions montre cependant que le secteur des technologies financières tient le haut du pavé avec 13 opérations. Vient ensuite les secteurs du Software as a Service (SaaS/logiciel en tant que service) avec 7 opérations et du commerce électronique (3 transactions).

Des relais de croissance en dehors du marché domestique

Le rapport souligne également que 38 opérations d'expansion géographique (entrée sur un ou plusieurs nouveaux marchés en Afrique ou en dehors du continent) ont été recensées sur la scène tech africaine en 2024, contre 16 opérations seulement en 2023. Le mouvement est essentiellement porté par les start-up nigérianes, qui ont réalisé 16 opérations d'expansion en dehors de leurs frontières pour mieux résister à des vents contraires économiques (dévaluation de la monnaie, inflation élevée, baisse du pouvoir d'achat, etc.) et diversifier les sources de revenus.

KENYA

7^e année consécutive de hausse attendue des exportations d'avocat en 2025

Le Kenya est le premier producteur et exportateur africain d'avocats. Les perspectives prometteuses sur le segment des exportations en 2025, confirment la forte dynamique de croissance de la filière depuis plusieurs années. Le Kenya devrait placer 135000 tonnes d'avocats sur le marché international en 2025. C'est ce que révèlent les dernières prévisions formulées par le Département américain de l'Agriculture (USDA) dans un rapport publié le 13 février dernier. Le stock annoncé affiche une hausse de 6,3 % par rapport à l'année précédente. Cette prévision, si elle se réalisait, signifierait en outre une 7^{ème} année de hausse consécutive du volume à l'export pour la filière depuis 2019. Parallèlement, les recettes d'exportation générées par la filière en 2025 sont attendues en croissance de 11 % pour s'établir à 175 millions \$ consolidant ainsi une 4^{ème} année consécutive de hausse depuis 2022. « Cette croissance est principalement attribuée à des niveaux de production plus élevés, favorisés par des conditions météorologiques favorables, l'expansion des zones de culture et la demande mondiale croissante, notamment sur les marchés européens et du Moyen-Orient », souligne l'Usda. D'après l'organisme américain, la récolte d'avocat au Kenya devrait en effet croître cette année de 4 % en glissement annuel pour s'établir à 585000 tonnes en raison de l'entrée en production de nouvelles plantations dans des zones de culture non traditionnelles.

POUR MAXIMISER LES REVENUS MINIER

Le Malawi veut mieux contrôler les exportations

Selon la Banque mondiale, le secteur minier au Malawi représente 0,7 % du PIB et 3,5 % des revenus en 2023. Une contribution économique jugée insuffisante, alors que le pays héberge de l'uranium, du graphite et des terres rares, minéraux qui peuvent porter la part des Mines dans le PIB à 10 %.

Au Malawi, le gouvernement a annoncé le jeudi 13 février la suspension des exportations de minéraux. La décision visant d'abord tous les minéraux a ensuite été rectifiée pour ne concerner que les exportations de pierres précieuses. Elle intervient alors que la Banque mondiale a recommandé en janvier 2025 aux

autorités des mesures visant à maximiser les revenus du secteur minier, qui pourraient atteindre 30 milliards de dollars d'ici 2040. Selon un rapport de l'institution de Bretton Woods, le secteur minier malawite représente 0,7 % du PIB et 3,5 % des revenus de l'État. Une contribution relativement faible, alors que le secteur a le

potentiel de générer jusqu'à 10 % du PIB d'ici 2063, proche du niveau déjà atteint en 2013. Parmi les défis identifiés par la Banque mondiale, on retrouve les difficultés de l'administration à contrôler les exportations. Le Malawi manque notamment de laboratoires accrédités pour analyser les minéraux et en

déterminer la qualité, la teneur ainsi que la valeur. « Les laboratoires accrédités sont essentiels pour garantir l'intégrité, la compétitivité et la viabilité à long terme du secteur minier [...] permettant au pays d'obtenir des prix équitables pour ses ressources sur le marché mondial », souligne l'institution.

SÉNÉGAL

Le projet visant la transformation locale du brut de Sangomar prend forme

Depuis sa mise en production en juin 2024, le gisement pétrolier Sangomar a globalement livré environ 20 millions de barils de brut jusqu'en janvier 2025. Un stock majoritairement expédié pour être raffiné à l'extérieur. Au Sénégal, la Société africaine de raffinage (SAR) a finalisé le traitement d'une première cargaison de brut issue du gisement offshore Sangomar. Ce succès, rapporté dans un communiqué de presse publié par la société le jeudi 13 février, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat conclu en juillet 2024 avec Woodside, l'opérateur australien du

projet. Dans le détail, l'opération a vu le raffinage de 650 000 barils de brut livrés le 9 février en un stock de 90 000 tonnes de produits pétroliers tels que le fuel et le gasoil. L'usine indique par ailleurs que les volumes transformés ont ensuite été acheminés vers des « zones de stockage dédiées ». Ce premier acquis vient concrétiser les plans des autorités sénégalaises pour accélérer la transformation locale des volumes extraits sur le premier gisement pétrolier actif du pays. Il faut en effet souligner que depuis son lancement en juin 2024, la majeure partie de la production de Sangomar, qui

s'élevait à environ 20 millions de barils en janvier 2025, a été expédiée vers des raffineries étrangères. Plus largement, cela permet à cette industrie pétrogazière naissante d'engager les autres maillons de la chaîne de valeur du pétrole, à l'instar des leaders régionaux de ce paysage, dont le Nigeria. Notons toutefois qu'il ne s'agit que d'un premier palier majeur dans les projets du gouvernement sénégalais en matière de transformation locale. Il est en effet attendu que SAR soit en pole position pour traiter la totalité de la production quotidienne de 100 000 barils de Sangomar d'ici 2028. La réus-

site de ce plan dépendra cependant de la finalisation de SAR2.0, une deuxième usine de raffinage qui est en cours de développement. Selon les dernières informations publiées par SAR, les études de faisabilité du projet sont déjà arrivées à terme. En attendant, Sangomar devrait poursuivre son essor en 2025. Selon un rapport de production publié par le ministère de l'Energie plus tôt ce mois-ci, le projet devrait livrer 30,5 millions de barils d'huile cette année, contre un total de 16,9 millions de barils enregistré en six mois de production en 2024.

FACE AUX INCERTITUDES COMMERCIALES

Les marchés en Asie hésitent

Les Bourses asiatiques peinent à se trouver une direction lundi, les marchés s'interrogeant sur la concrétisation incertaine des menaces douanières de Donald Trump, tandis qu'à Hong Kong le titre Tencent est dopé par son association avec l'outsider de l'IA DeepSeek.

La Bourse de Tokyo vers 02H00 GMT, l'indice vedette Nikkei grappillait 0,07% à 39.178,87 points, et l'indice élargi Topix gagnait 0,29% à 2.767,15 points. La Bourse de Sydney reculait en revanche de 0,79% tandis qu'à Séoul, l'indice Kospi grimpaît de 0,71%. Les investisseurs digèrent les menaces du président américain Donald Trump d'imposer des droits de douane "réciproques" tous azimuts, au risque de déstabiliser le commerce mondial. En Asie, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande ou encore le Vietnam pourraient voir les taxes douanières américaines à leur rencontre fortement relevées, selon la banque nippone MUFG. "Les marchés ont accueilli avec un certain scepticisme les projets de Trump concernant des droits de douane réciproques, se concentrant peut-être plutôt sur le report du calendrier à avril et sur la possibilité de marges de négociation" d'ici là, observe

Michael Wan, analyste chez MUFG. Ils digèrent par ailleurs lundi "la perspective d'un éventuel cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine négocié par Trump", élément potentiellement positif, mais aussi "le discours percutant du vice-président américain J.D. Vance qui accroît les questions existentielles sur les liens entre l'UE et les Etats-Unis", poursuit-il. De quoi inciter les investisseurs à une extrême prudence. "Bien que ce soit encore très tôt, tout mouvement réel vers une désescalade en Europe de l'Est pourrait stimuler l'appétit mondial des investisseurs pour le risque" et donc pour les marchés boursiers, abonde Stephen Innes, de SPI Asset Management. "Mais ne nous y trompons-pas: les taxes douanières demeurent l'un des plus grands facteurs de risque pour les marchés, dans cette catégorie redoutée des "inconnues", éléments imprévisibles

susceptibles de provoquer des ondes de choc selon leur ampleur et leur portée", avertit-il. La perspective de droits de douane imminents, susceptibles d'alimenter l'inflation aux Etats-Unis et donc de pousser la banque centrale américaine à maintenir plus longtemps ses taux d'intérêts élevés, a initialement nettement soutenu le dollar.

Mais face au flou entourant désormais les projets de Donald Trump, l'élan s'est essoufflé et le dollar se retrouve sous forte pression: il reculait de 0,33% face à la monnaie japonaise lundi vers 02H00 GMT, à 151,79 yens pour un dollar --pesant sur les titres des groupes exportateurs à la Bourse de Tokyo.

Wall Street retrace ses sommets absolus

Wall Street déçoit un peu mais préserve globalement l'essentiel des gains de la semaine: le S&P500 (-0,01% à moins de 6115, mais +1,5% en hebdomadaire) finit stable après un re-test au point près des 6.128 (record absolu du 24 janvier). Le Nasdaq (+0,4% à 20.027), malgré la hausse de +2,6% de Nvidia, plafonne à 20.045 (la meilleure clôture annuelle remontant au 23 janvier, à 20.053), mais la semaine ressort tout de même positive de +2,6%, soit sa meilleure performance depuis début décembre. Qu'il s'agisse du S&P500 ou du Nasdaq, cette séance du 14 février a donné lieu à un re-test des plus annuels ou historiques, c'est donc un moment charnière pour Wall Street. La nette détente des taux du jour n'a pas suffi pour faire la différence, il faudra donc un nouveau catalyseur pour relancer la dynamique haussière. Les T-Bonds ont réagi favorablement à 14h30 aux ventes au détail en janvier : elles se sont contractées de -0,9% après avoir augmenté de

0,7% en rythme séquentiel en décembre (chiffre révisé de +0,4% en annonce initiale, les acheteurs ayant accéléré leurs commandes avant la mise en place de nouveaux 'tarifs' douaniers par Donald Trump en janvier). Le Département du Commerce précise qu'en excluant le secteur automobile (véhicules et équipements), les ventes de détail américaines ont diminué de 0,4% le mois dernier, alors qu'une hausse à peu près symétrique était attendue en moyenne par les économistes. Par ailleurs, la hausse des prix à l'importation s'est de nouveau accélérée en janvier sur fond de hausse des prix de l'essence et du gaz : leur progression a atteint 0,3% d'un mois sur l'autre en janvier (plus forte progression depuis avril 2024), contre +0,2% en décembre. Les prix américains à l'exportation affichent quant à eux une augmentation de 1,3% en janvier, après une hausse de 0,5% en décembre, ce qui porte leur gain sur un an à 2,7%, un pic depuis la fin 2022.

FRANCE

La Bourse de Paris hésite face aux tensions commerciales et aux questions géopolitiques

La Bourse de Paris évolue proche de l'équilibre lundi, les investisseurs restant prudents entre l'effervescence géopolitique autour de l'Ukraine et les menaces de droits de douane de Donald Trump. Vers 09H45, le CAC 40 glissait de 0,03% à 8.176,47, en baisse de 2,07 points. Vendredi, l'indice vedette parisien avait terminé en timide hausse de 0,18%, à 8.178,54 points. "La géopolitique reste au premier plan avec l'annonce de discussions sur la situation russo-ukrainienne qui devraient débiter en Arabie saoudite cette semaine", commente Patrick Munnelly de Tickmill Group. Plusieurs chefs de gouvernement européens se réunissent lundi à Paris pour faire face à

"l'accélération" de l'administration américaine sur le dossier ukrainien et définir une réponse commune pour renforcer la sécurité du Vieux Continent. Cette réunion intervient quelques jours après l'appel du président américain Donald Trump à son homologue russe Vladimir Poutine et leur décision de négocier directement au sujet de l'Ukraine lors d'un prochain sommet en Arabie saoudite. M. Trump avait déclaré dimanche qu'une rencontre avec M. Poutine pourrait intervenir "très bientôt". "L'idée d'une fin de la guerre fait des vagues sur les marchés, en particulier sur le pétrole et les actifs à risque européens", souligne Stephen Innes, analyste de SPI AM. "La menace immédiate de droits de douane ré-

ciproques de la part des États-Unis a diminué jusqu'en avril", note Patrick Munnelly, mais "la possibilité que les États-Unis imposent un droit de douane supplémentaire (...) sur toutes les importations en provenance de l'Union européenne" reste une inquiétude présente. Le président américain Donald Trump avait promis jeudi d'imposer des "droits de douane réciproques" pour rétablir "l'équité" dans les relations commerciales entre les États-Unis et le reste du monde. Donald Trump a ajouté vendredi qu'il envisageait d'imposer de nouveaux droits de douane sur les voitures importées, "autour du 2 avril". Depuis le début de son second mandat, le républicain a mis en place 10% de droits de

douane additionnels sur les produits chinois et a assuré que l'acier et l'aluminium entrant aux Etats-Unis seraient prochainement taxés à hauteur de 25%. A l'agenda cette semaine, les investisseurs seront particulièrement attentifs mercredi à la publication des Minutes de la réunion monétaire de la Fed (Réserve fédérale américaine) mercredi.

La défense en forme

Les valeurs de la défense restent encore dopées par l'effervescence géopolitique autour de l'Ukraine, poussées par l'idée d'un engagement plus fort des Européens dans la sécurité du continent.

EUROPE

Les européennes restent calmes

Les Bourses européennes ont ouvert près de l'équilibre lundi. Les investisseurs évaluant les conséquences de la guerre commerciale du président américain Donald Trump, ainsi que l'avancement des discussions concernant de la guerre en Ukraine. En Europe, vers 09h15, la Bourse de Paris glissait de 0,15%, Londres prenait 0,06%, Francfort 0,18% et Milan 0,49%. La Bourse suisse voyait pour sa part son indice phare SMI gaganit lui vers 09h50 0,22%. "L'actualité économique mondiale reste à la fois dominée par (...) des

tensions croissantes, notamment sur le front de l'inflation aux États-Unis et des relations commerciales internationales", ont résumé les analystes d'Edmond de Rothschild AM. La guerre commerciale demeure au centre de l'attention des investisseurs, "même si son effet réel sur les marchés financiers est limité pour l'instant", ont confirmé les analystes de DeftHedge. Le président américain a promis jeudi d'imposer des "droits de douane réciproques" pour rétablir "l'équité" dans les relations commerciales entre les États-Unis et le reste

du monde. M. Trump a ajouté vendredi qu'il envisageait d'imposer de nouveaux droits de douane sur les voitures importées, "autour du 2 avril". Depuis le début de son second mandat, le républicain a mis en place 10% de droits de douane additionnels sur les produits chinois et assuré que l'acier et l'aluminium entrant aux Etats-Unis seraient prochainement taxés à hauteur de 25%. "Pendant ce temps, l'échiquier géopolitique évolue rapidement", a souligné Stephen Innes, analyste de SPI AM. "Le camp de Donald Trump s'active

pour obtenir un éventuel cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine", a-t-il relevé. "L'idée d'une fin de la guerre fait des vagues sur les marchés, en particulier sur le pétrole et les actifs à risque européens", a-t-il remarqué. Plusieurs chefs de gouvernement européens se réunissent lundi à Paris pour faire face à "l'accélération" de l'administration américaine sur le dossier ukrainien et définir une réponse commune pour renforcer la sécurité du Vieux Continent. Cette réunion intervient quelques jours après l'appel du président Trump à son homologue russe Vladi-

mir Poutine et leur décision de négocier directement sur l'Ukraine lors d'un prochain sommet en Arabie saoudite. M. Trump a déclaré dimanche qu'une rencontre avec M. Poutine pourrait intervenir "très bientôt". A l'agenda cette semaine, les investisseurs seront particulièrement attentifs mercredi à la publication des minutes de la réunion monétaire de la Fed (Réserve fédérale américaine) mercredi. Côté devises, le billet vert restait atone face à la monnaie unique, prenant quelque 0,11% à 1,0480 dollar pour un euro.

APRÈS DEUX ANS DE RÉCESSION

L'Allemagne cherche un remède pour relancer une économie en souffrance

Entrée en récession en 2023, l'Allemagne peine à retrouver son dynamisme économique et voit son industrie s'enfoncer dans la crise. Le prochain gouvernement aura pour mission d'adapter, voire de transformer un modèle à bout de souffle.

C'est une scène peu habituelle outre-Rhin. Devant la Porte de Brandebourg le 29 janvier dernier à Berlin, quelque 400 dirigeants d'entreprises se sont rassemblés à l'appel d'une centaine de fédérations patronales. La manifestation avait pour objet d'alerter sur le "déclin" de l'économie allemande et d'exiger du personnel politique des réformes urgentes alors que se profilent des élections législatives anticipées ce dimanche 23 février, trois mois après l'implosion de la coalition d'Olaf Scholz. Cette mobilisation inédite des patrons est révélatrice des profondes inquiétudes qui pèsent sur le moral des acteurs économiques en Allemagne. Il faut dire que la "locomotive de l'Europe" a nettement perdu de son allant ces derniers mois, elle qui a vu son PIB se contracter pour la deuxième année consécutive en 2024 (-0,2%), après -0,3% en 2023. Et le bout du tunnel semble encore loin alors que le gouvernement a abaissé sa prévision de croissance pour 2025 à 0,3%, au lieu de 1,1%.

Avec un tel niveau, le pays sortirait certes de la récession, mais s'enliserait dans une "situation de stagnation" qui dure depuis 2018, a reconnu le vice-chancelier et ministre de l'Économie Robert Habeck.

Un modèle dépassé?

Pour le bureau d'études Oddo BHF, l'Allemagne a cumulé en sept ans "un retard de croissance de plus de 8 points par rapport au reste de la zone euro". Signe que les prémices de l'affaiblissement de la première économie du continent remontent au-delà de la pandémie de Covid et de la guerre en Ukraine. Ces événements ont néanmoins mis en lumière les fragilités structurelles d'un modèle industriel et exportateur considéré jusqu'alors comme le pilier du "miracle économique" allemand. Perte de compétitivité à l'échelle internationale face à la concurrence accrue de la Chine, fin de l'énergie bon marché et dépendance aux énergies fossiles, manque de main-

d'œuvre et de compétences... L'industrie qui pèse près d'un quart du PIB outre-Rhin illustre à elle seule les faiblesses de ce modèle manifestement inadapté aux nouvelles réalités de l'économie mondiale. Et elle en paye le prix fort. En dix ans, la production industrielle allemande a chuté de 10%. L'envolée des coûts de l'énergie (+50% pour l'électricité en 2024 par rapport à la moyenne des 10 dernières années, +90% pour le gaz) depuis le début de la guerre en Ukraine a en effet poussé de nombreuses entreprises du secteur à réduire leur activité, voire à délocaliser. Symbole de la puissance industrielle de l'Allemagne, l'industrie automobile a de son côté pâti de l'arrivée des voitures chinoises à bas prix sur le marché. "La Chine a été pendant vingt ans le marché d'exportation le plus dynamique, elle est devenue le concurrent le plus redoutable sur certains biens, comme l'automobile", souligne Oddo BHF, ajoutant que la Chine ne représente plus que 6% des exportations de marchandises allemandes, contre 10% en 2020.

ROYAUME-UNI

Londres annonce d'un plan de soutien à la sidérurgie face aux droits de douane américains

Le gouvernement britannique a annoncé, dimanche, un plan de soutien pouvant atteindre 2,5 milliards de livres (3 milliards d'euros) pour protéger son industrie sidérurgique, face à la hausse imminente des droits de douane américains. L'administration travailliste du Premier ministre Keir Starmer

a également lancé une consultation visant à "protéger le secteur sidérurgique contre les pratiques commerciales déloyales à l'étranger" et à réduire les coûts élevés de l'électricité. "L'industrie sidérurgique britannique a un avenir à long terme sous ce gouvernement", a assuré le ministre des Entre-

prises et du Commerce Jonathan Reynolds dans un communiqué, alors que le président américain Donald Trump a annoncé le 10 février qu'il imposerait des droits de douane de 25% sur les importations d'acier et d'aluminium, à partir du 12 mars. Le Canada, le Mexique et le Brésil comptent parmi les plus

grands exportateurs d'acier vers les Etats-Unis, suivis de la Corée du Sud. La Grande-Bretagne y exporte, elle, environ 10% de son acier, pour près de 400 millions de livres (480 millions d'euros) en 2023. Le syndicat professionnel britannique de l'industrie sidérurgique a qualifié le projet américain de "coup dé-

vastateur". Le gouvernement britannique a indiqué mardi "travailler" avec les Etats-Unis sur "les détails" des droits de douane que Donald Trump entend imposer, une réaction qui contraste avec la promesse de l'UE ou du Canada d'apporter une réponse "ferme" au président américain.

APRÈS UNE SÉRIE DE SÉISMES

La Grèce déploie des aides économiques pour Santorin

Destination touristique majeure de la Grèce, l'île de Santorin et plusieurs îles voisines sont secouées par des milliers de séismes depuis la fin du mois de janvier. Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a annoncé dimanche des mesures de soutien économique pour les entreprises et les employés de Santorin, important pôle touristique, et des îles voisines, secouées par des milliers de séismes depuis fin janvier. L'Université d'Athènes a enregistré plus de 14.000 secousses entre le 26 janvier et le 9 février en mer entre les îles de Santorin, Amorgos, Ios et Anafi. Cette activité sismique, inédite

depuis 1964 et les premiers enregistrements, a déconcerté les scientifiques mais n'a jusqu'à présent causé ni dommages ni blessures. Dans un message sur les réseaux sociaux, Kyriakos Mitsotakis a reconnu que "l'ampleur du phénomène engendre des dommages financiers pour les travailleurs et les entreprises" et a annoncé "des mesures spéciales pour les soutenir". Toutes les entreprises du secteur privé de la zone concernée pourront notamment suspendre les contrats de travail de leurs employés pour la période du 1er février au 3 mars 2025. "Les employés dont les contrats de travail sont suspendus recevront une compensation spéciale

de 534 euros, correspondant à 30 jours", a précisé le chef du gouvernement grec. Après cette période de suspension, les entreprises seront néanmoins tenues de maintenir le même nombre de salariés pour une durée équivalente à celle-ci.

3,4 millions de visiteurs

Un homme d'affaires de Santorin, s'exprimant dimanche sur Skai TV, a souligné que des mesures devaient être prises car l'impact financier pour l'industrie touristique de l'île se faisait déjà sentir. "À cette période de l'année, tous les magasins sont habituellement très fréquentés par les croisié-

ristes. Mais quelle compagnie prendra désormais la responsabilité d'amener un navire près de l'île?", s'est-il inquiété. Santorin est l'une des principales destinations de Grèce. Elle a attiré environ 3,4 millions de visiteurs en 2023, dont plus d'un million de croisiéristes. Le Premier ministre a également annoncé que "les écoles de Thira [la commune principale de Santorin, ndlr], Ios, Anafi et Amorgos", fermées voici deux semaines, "le resteront jusqu'au 21 février". La majorité des près de 16.000 résidents et travailleurs saisonniers de Santorin ont quitté l'île, qui abrite des sites archéologiques antiques.

JAPON

La croissance ralentit fortement de 0,1% en 2024

Le Japon a vu sa croissance économique s'essouffler fortement en 2024, tombant à 0,1% contre 1,5% l'année précédente, en dépit d'un sursaut plus fort qu'attendu au quatrième trimestre sur fond de vigoureuses mesures de relance lancées par Tokyo. Selon une première estimation officielle publiée lundi par le gouvernement, le produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie mondiale a progressé de 0,7% au quatrième trimestre 2024, accélérant par rapport à la croissance de 0,4% enregistrée au troisième trimestre, et supérieur aux prévisions des analystes.

Toyota dévoile une nouvelle génération de pile à combustible à hydrogène

Le premier constructeur mondial poursuit le développement de sa technologie de pile à combustible à hydrogène en présentant la troisième génération qui pourrait être appliquée au-delà de l'automobile.

Toyota Motor Corporation a dévoilé son système de piles à combustible de troisième génération (3rd Gen FC System), qui constitue une avancée majeure dans le développement de cette technologie selon le constructeur japonais. Ce nouveau système, conçu pour les besoins du secteur commercial, affiche une durabilité équivalente aux moteurs Diesel tout en offrant une efficacité énergétique améliorée et une réduction significative des coûts. Après 2026, il sera déployé sur les marchés japonais, européens, nord-américains et chinois.

Troisième génération

Le 3rd Gen FC System sera présenté pour la première fois lors de l'H2 & FC EXPO à Tokyo, le 19 février. Toyota, convaincu que l'hydrogène est une énergie clé pour atteindre la neutralité carbone, collabore avec divers partenaires et poursuit des initiatives dans la production, le transport, le stockage et l'utilisation de l'hydrogène. L'évolution continue de la technologie des piles à combustible est essentielle pour accélérer son adoption et bâtir une société fondée sur cette énergie. Depuis le lancement de la Mirai en 2014, Toyota a vendu 28.000 véhicules à hydrogène dans plus de 30 pays. Depuis 2019, la marque a également fourni 2 700 systèmes de piles à combustible pour des

bus, trains et générateurs stationnaires. En partenariat avec des acteurs au Japon, notamment dans les préfectures de Tokyo et Fukushima, Toyota a développé cette nouvelle génération en intégrant les retours clients et les enseignements tirés de démonstrations réalisées ces dernières années.

Caractéristiques du 3rd Gen FC System

- Durabilité doublée par rapport à la génération précédente, atteignant celle des moteurs diesel, avec un design sans entretien.
- Efficacité énergétique accrue de 20 %, permettant une autonomie plus longue.

- Réduction importante des coûts grâce à des améliorations dans la conception et les processus de fabrication.

Applications multiples

Le 3rd Gen FC System est adaptable à divers usages : véhicules commerciaux, voitures particulières, générateurs stationnaires, chemins de fer et navires. Pour les véhicules particuliers, il assure une autonomie prolongée. Pour les poids lourds, il garantit une puissance élevée et une longévité similaire aux moteurs Diesel. Son design compact facilite son intégration dans différents types de véhicules.

Huawei, ce géant de la tech qui veut rendre l'affichage tête haute plus performant



Après une première présentation lors du salon IAA Mobility 2021 à Munich, l'entreprise chinoise vient de lever le voile sur la dernière version de son affichage tête haute en réalité augmentée, le XHUD-AR. Le secteur automobile voit désormais l'essor de nouvelles technologies portées par des acteurs issus du monde de la high-tech. Connu pour avoir été un des plus gros fabricants de smartphones, Huawei tente à présent de devenir constructeur de voitures électriques, à l'instar de Xiaomi. Mais la production des voitures, qui n'a pu se faire qu'avec l'aide du constructeur chinois Chery, n'est pas le seul pan stratégique. Huawei compte aussi fournir des solutions d'infodivertissement et d'aide à la conduite. Dernière innovation en date, un affichage tête haute qui ambitionne d'offrir une expérience de conduite plus immersive et plus sûre grâce à de nouvelles technologies en matière de projection d'information et



d'analyse de l'environnement.

Une immersion plus en phase avec l'environnement

Si de nombreux constructeurs proposent un affichage tête haute, et certains en réalité augmentée comme dans les productions du groupe Volkswagen, le "XHUD-AR" de Huawei repose sur une technologie de réalité augmentée capable de projeter une image virtuelle de 70 pouces à une distance de 7,5 mètres devant le conducteur. Contrairement aux affichages tête haute traditionnels qui se contentent de superposer des informations sur le pare-

brise, ce système fusionne les données virtuelles avec l'environnement de manière a priori plus immersive. L'une des innovations de cette version réside dans son algorithme de compensation des vibrations. En effet, Huawei aurait mis au point une solution antitremblement qui maintient les icônes et repères de navigation parfaitement alignés, quels que soient les aléas de la route. De plus, l'affichage tête haute de Huawei est équipé d'un système de prédiction de trajectoire qui ajuste automatiquement les icônes de navigation pour les maintenir lisibles et précis en permanence.

Un système intelligent pour une conduite plus sûre

Par ailleurs, le XHUD-AR, intègre aussi différentes informations sur la sécurité et quelques innovations. On retrouve notamment une navigation en temps réel avec des flèches directionnelles qui sont projetées sur la chaussée pour indiquer le chemin à suivre. Le système intègre aussi un système de visualisation des angles morts avec une fenêtre de visualisation, une reconnaissance des piétons et des obstacles en marquant les piétons et les dangers y compris la nuit. Enfin, le dispositif anticipe et affiche les zones de ralentissements.

Un partenariat stratégique avec les constructeurs automobiles

Si Huawei ne commercialise pas directement de véhicules sous sa propre marque, l'entreprise collabore avec de nombreux constructeurs pour intégrer ses technologies. Parmi les marques bénéficiant de ses solutions, on retrouve SAIC (qui détient notamment MG), BYD mais aussi BAIC, Seres, Chery ou encore JAC, des marques qui comptent parmi les plus importantes du marché automobile chinois. Pour le moment Huawei ne communique pas sur le premier modèle qui intégrera cette nouvelle technologie, ni quand elle sera disponible. Et si la firme chinoise prétend vendre ses modèles en Europe sous peu, mieux vaut rester prudent.

Voici la nouvelle Kia EV4, le successeur électrique de la Ceed



Lors du Kia EV Day, le constructeur coréen présentera la version de production de l'EV4, qui sera disponible en version hatchback et... berline. Une variante qui se démarque par un sacré popotin. Il y a deux ans, Kia nous a donné un aperçu de sa future gamme, avec des études de concept qui faisaient référence à l'EV3, l'EV4 et l'EV5. Le premier a depuis été présenté, et le second devrait suivre dans le courant de l'année 2025. Les informations techniques restent à découvrir, mais nous savons à quoi ressemblera la version de production de la Kia EV4. Un peu étrange, en tout cas, si l'on regarde l'arrière de la version berlinoise. Ceux qui parlent aujourd'hui d'une longue queue font peut-être référence à un type de bicyclette à l'arrière allongé, conçu pour transporter le plus grand nombre possible d'enfants à l'aller et au retour de l'école. Chez les passionnés d'automobile, le terme évoque les voitures de course à l'aérodynamisme optimisé, conçues pour les longues lignes droites du circuit de la Sarthe au Mans. Ou encore aux versions LT hardcore construites par McLaren pour botter les fesses des modèles RS de Porsche. Mais Kia parle aussi d'une « longue queue » pour décrire l'arrière de la nouvelle EV4. En photo, cela semble un peu tordu, mais peut-être que cela fonctionnera dans la réalité. Heureusement, le constructeur coréen a également prévu une variante à hayon plus conservatrice, voire plus stricte, de la nouvelle EV4. Nous pouvons appeler la Kia EV4 le successeur de la Ceed, mais il y aura également un modèle classique avec des moteurs à combustion interne (hybrides) qui continuera à servir les clients classiques de la Ceed.

Mots fléchés

Collecti- viste		Combines		Ferme provençale		Écosser		Chanteur de The Police		Entrela- cements de deux extrémités		Sucre simple	
Généreux		Fromage corse		Longue période		lons positifs		Beau perroquet		Poisson			
Teignes						Sec						Souverain peu puissant	
Attrance affective						Rôle tenu au théâtre							
					Aéronef sans moteur								Il a sa preuve
					Râpeux								
Offensée								Horreurs		Seigneur en Espagne Il provient des excréments du cachalot			
Patriarche biblique				Trainassa					8, % de la surface totale terrestre				
				Alliage									
Vieille armée		Trousses					Ennemi de Jerry				Entre amis		
			S'écrouler						Succinct		Coup de baguettes		
			Cartes nominatives des prostituées						Politique de la ville				
Construc- tion en verre		Il peut être immobilier					Limite entre l'Europe et l'Asie						Éructées
		Ancienne Allemagne											
					Secrétée par certains mollusques						Erbium		
					Commune roumaine						Monument en forme d'obélisque		
Coquillage comestible	Course de taureaux						Ibid			Travail obligatoire			
	Tarzan s'en servait pour se déplacer									Nickel			
				Remuant								Ronge	
				Pondéra- tions									
Fatiguai		Son nom indique sa forme					Sans classement Une tour qui devait aller jusqu'au ciel						
		Instruites											
						Boitier intelligent dans l'automobile (initiales) Périls				Attache			
										Ajouré			
Sodium				Méat urinaire		Renforce le oui		Compositeur français (Saint)					
Bêtise													
						Gouffre					Elles sont secrétées par le bombyx		Méchan- ceté
Prénom féminin	Prénom d'un gentleman cambrioleur							Lentille bâtarde				Jeu de société	
	Déesse identifiée à la Terre-Mère							Château de la belle au bois dormant					
					Colle végétale				Maître des vents				
Assujetti							Étain			Atome élecri- quement chargé			
Orgueil- leux							Aigle						
					Chef éthiopien				Abominable homme des neiges				
Enzyme				Ça suffit						Tonalité			

Le Brent frôle les 75 dollars

Les cours de pétrole ont enregistré lundi matin une légère progression sur les bourses mondiales. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prend 0,25% à 74,93 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagne 0,27% à 70,93 dollars. Selon les analystes, les acteurs du marché pétrolier restent attentifs aux évolutions concernant un potentiel accord de paix entre la Russie et l'Ukraine, susceptible d'atténuer les sanctions perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales.



RÉUSSITE DU SOMMET DE L'UA

Salah Goudjil adresse un message de félicitation au président Tebboune

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a adressé un message de félicitations au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la réussite du 38e Sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie. Dans son message, Salah Goudjil a salué la portée du discours du président Tebboune, soulignant la solidarité exprimée envers les pays et peuples africains. Il a également mis en relief le triomphe diplomatique de l'Algérie, illustré par l'élection de l'ambassadrice Salma Malika Hadjadi en tant que vice-présidente de la Commission de l'Union africaine. Le message a aussi rappelé que la participation distinguée du président Tebboune à ce Sommet, notamment en tant que président du mécanisme africain d'évaluation par les pairs, constitue un atout diplomatique majeur. Les approches et solutions proposées pour consolider la gouvernance, renforcer la sécurité et stimuler le développement en Afrique ont été saluées comme des contributions exemplaires, traduisant la volonté sincère de défendre les intérêts des peuples africains. Salah Goudjil a ainsi affirmé que « l'Algérie et l'Afrique ne font qu'un », réitérant la détermination à restaurer la grandeur historique du pays en tant que puissance continentale de premier plan.

« CTO FORUM ALGERIA »

Participation de Mobilis

ATM Mobilis participe du 17 au 19 février 2025, à la 3ème édition du Forum des Technologies de l'Information et de la Communication « CTO Forum Algeria », qui se tient au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, Alger. CTO Forum est le rendez-vous des principaux acteurs locaux et internationaux de l'écosystème IT, un lieu de rencontre et d'échanges propice à la concrétisation de partenariats, c'est également un espace de réflexion, autour de l'évolution des TIC à l'heure des enjeux et des défis de développement de l'économie numérique. ATM Mobilis, marquera sa présence au forum à travers un stand, au niveau duquel ses conseillers technico-commerciaux exposeront les dernières innovations et solutions adaptées aux besoins des entreprises et ses visiteurs. À travers sa participation à cet important espace technologique, ATM Mobilis confirme sa volonté d'accompagner les entreprises dans leur transition numérique et renforcer son engagement envers la transformation digitale.

MAEP

Les dirigeants africains félicitent le président de la République pour le succès «exceptionnel» du Mécanisme sous sa direction

Les dirigeants africains, réunis au sommet, les 15 et 16 février à Addis-Abeba, ont félicité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le succès "exceptionnel" obtenu par le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) sous sa présidence. La Conférence "félicite le président du Forum du MAEP, S.E. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne démocratique et populaire, pour l'excellente direction qu'il a donnée au MAEP et pour le succès exceptionnel obtenu par le mécanisme sous sa direction", ont-ils indiqué dans une déclaration publiée à la fin des travaux de leur sommet annuel. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA ont, également, félicité le président de la République pour son "leadership éclairé du MAEP" et son "en-

gagement indéfectible en faveur de la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance sur le continent". Exprimant leur "grande reconnaissance" pour la contribution volontaire au MAEP d'un montant de 1 million de dollars américains faite par le président de la République, les dirigeants africains ont félicité, une nouvelle fois, le président Abdelmadjid Tebboune "pour cet engagement ferme visant à assurer la pleine appropriation du MAEP par les Etats membres". Auparavant, la directrice exécutive du secrétariat continental du MAEP, Marie-Antoinette Rose Quatre, a exprimé son "immense gratitude" à l'Algérie pour cette contribution pour soutenir le mécanisme, affirmant que ce geste témoigne du "dévouement indéfectible de l'Algérie à l'unité et à la coopération africaines". "Je voudrais exprimer ma sincère gratitude à l'Algérie pour sa confiance dans

le MAEP et pour son engagement indéfectible en faveur du panafricanisme, de la renaissance africaine et de la réalisation rapide des aspirations de nos peuples telles qu'énoncées dans notre Agenda 2063 de l'Union africaine", a-t-elle souligné, dans une déclaration à la presse lors de la cérémonie de signature du memorandum d'entente sur la contribution financière décidée par l'Algérie. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA ont exprimé, par ailleurs, leur "profonde gratitude" au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au président d'Ethiopie, Taye Atske Selassie, au résident du Kenya, William Ruto et à celui de la Zambie, Haikainde Hichilema, pour leur "soutien indéfectible à la mise en place de l'Agence africaine de notation du crédit pilotée par le secteur privé et basée sur l'autofinancement

MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS ET DES ENSEIGNANTS

L'Algérie et la Mauritanie signent le programme de coopération 2025-2027

L'Algérie et la Mauritanie ont signé, ce lundi, le Programme exécutif de coopération conjointe 2025-2027 dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Cosigné par le ministre de tutelle Kamel Baddari et son homologue mauritanien Yacoub Ould Moine, l'accord vise à renforcer la mobilité universitaire entre étudiants et enseignants, ainsi qu'à consolider le jumelage entre les universités des deux pays. Kamel Baddari a indiqué que le programme, couvrant notamment les domaines de l'énergie, de la santé, de l'agriculture et de la nutrition, est un levier pour relever les défis futurs en matière de coopération scientifique jusqu'en 2027. Pour sa part, le ministre mauritanien s'est félicité de cette initiative, la qualifiant de mécanisme efficace pour approfondir le partenariat bilatéral sur la base des liens fraternels unissant les deux nations.

